

Suède : La Plate-forme syndicale Iran soutient les revendications et les mobilisations des infirmières et infirmiers d'Iran

Depuis le 30 juillet, les infirmier.es d'Iran ont entamé une grève nationale dans les centres de santé et les hôpitaux. Les raisons de leur mécontentement concernent le montant des salaires et les retards dans leur paiement, les conditions de travail, et la privatisation dont une des conséquence est le recours à des agences de travail temporaire.

Les infirmier.es mènent une campagne dans le cadre cette grève et ont recueilli plus de 7 000 signatures qui ont été transmises au parlement, au gouvernement et aux forces militaires islamiques (Pasdaran). Les infirmier.es y demandent des réponses aux promesses faites par des politiciens concernant l'amélioration des salaires et des conditions de travail. Mais jusqu'à présent, les autorités n'ont pas réagi et aucune réponse n'a été donnée aux demandes des infirmier.es.

Leurs revendications sont les suivantes :

- Augmentation des salaires. Les salaires mensuels se situent actuellement entre 195 et 210 Euros alors que le seuil de pauvreté est estimé à 530 Euros par mois¹.
- Arrêt du recours à des agences de travail temporaire et à toutes les formes d'emplois précaires.
- Amélioration des conditions de travail et suppression des heures supplémentaires imposées. Réduction du stress et de la charge de travail. Prise en compte des questions de sécurité.

Pour y parvenir, un management plus compétent est nécessaire dans les centres de santé et les hôpitaux.

- Les salaires doivent être payés en temps et heure. Les fréquents retards dans le versement des salaires doivent cesser.
- Suppléments de salaire pour l'exécution de travaux difficiles et dangereux.

Étant donné qu'aucune réponse n'a été apportée à ces demandes malgré les précédents mouvements de protestation, les infirmières estiment que des grèves et manifestations à l'échelle nationale sont la seule chose pouvant contraindre le régime à répondre à ces demandes. La grève est désormais soutenue par plusieurs syndicats indépendants de l'industrie pétrolière, par le Conseil de coordination des enseignant.es et par des organisations de retraité.es. Le soutien populaire à la grève s'accroît.

Le régime islamique alloue une grande partie du budget de l'État aux institutions religieuses au lieu d'augmenter le budget des écoles, des soins de santé et des pensions de retraite. Cette situation a donné lieu à de nombreuses manifestations ces dernières années.

L'attitude du régime à l'égard des mobilisations des enseignant.es, des infirmier.es et des retraité.es a toujours été caractérisée par une approche politique et sécuritaire qui se traduit par la qualification de ces mouvements comme subversifs et dangereux pour la société.

En effet, le régime serait sinon contraint de reconnaître les Conventions fondamentales 87 et 98 de l'OIT sur la liberté de négociation et d'association.

Cela conduirait à donner aux forces indépendantes et libres de la société la possibilité de s'organiser en organisations syndicales indépendantes dotées d'un statut reconnu, ce que refuse le régime.

En créant ses propres organisations « jaunes », telles que la Maison des travailleurs, les Conseils islamiques du travail et le Conseil islamique des enseignant.es, le régime tente de contrôler la main-d'œuvre et le marché du travail. Pendant toutes ces années, le régime a semé la terreur par sa

¹ - A noter que le seuil de pauvreté est estimé pour une famille de quatre personnes.

politique répressive de menaces de licenciement, d'emprisonnement et de torture afin d'assurer son pouvoir et sa domination.

La Plate-forme syndicale Iran de Suède condamne les politiques répressives du régime et les actions de son appareil sécuritaire contre les infirmier.es.

Elle déclare son soutien ferme aux légitimes revendications, protestations et grèves des infirmier.es.

La Plate-forme syndicale Iran s'efforce de créer les conditions nécessaires à ce que les syndicats indépendants et libres d'Iran puissent s'organiser et participer en tant que représentants des travailleurs/euses d'Iran à l'Organisation internationale du travail (OIT), en lieu et place des fausses délégations iraniennes du travail de la République islamique à l'OIT.

Plateforme syndicale Iran (Suède)

27 août 2024

La Plateforme syndicale Iran a été créée en 2014 par la Confédération suédoise des syndicats (LO), le syndicat des travailleurs du transport, le syndicat des travailleurs municipaux, If Metall et le syndicat des enseignant.es.

Notre ambition et notre objectif est de participer au soutien international pour les droits syndicaux en Iran. Nous voulons informer le mouvement syndical suédois ainsi que l'ensemble de la société sur la situation des droits de l'Homme et des droits syndicaux en Iran.

La plate-forme syndicale Iran (Suède) proteste contre le harcèlement et l'emprisonnement par le régime iranien de représentant.es de syndicats libres et indépendants en Iran. Notre travail est dirigé par le chef de projet Saied Tagavi en collaboration avec Leif Isaksson, secrétaire international de LO.